

la métropole s'ouvre régulièrement pour soutenir le gouvernement civil et les forces militaires qu'on a cru jusqu'ici devoir entretenir dans ce ruineux établissement. Le délire cessera un jour : ou la cour de Lisbonne abandonnera ses colonies, ou elle les conduira dans les principes qui ont si bien réussi aux autres nations commerçantes. L'orgueil doit avoir un terme. Si la génération actuelle n'a pas le courage de renoncer hautement à ses erreurs, la génération suivante, plus éclairée, ne balancera pas à les abdiquer.

LIVRE SECOND.

ÉTABLISSEMENTS, GUERRES, POLITIQUE ET COMMERCE
DES HOLLANDAIS DANS LES INDES ORIENTALES.

LA république de Hollande offre en naissant un grand spectacle aux nations, et doit rester un puissant objet d'intérêt pour nous et de curiosité pour notre postérité la plus reculée. Son industrie et son audace ont éclaté partout ; mais plus particulièrement sur les mers et le continent des Indes. Avant de la suivre dans ces vastes régions, nous remonterons jusqu'à l'époque la plus ancienne de son histoire. C'est surtout dans un ouvrage de la nature de celui-ci qu'il convient d'embrasser d'un coup-d'œil rapide tout ce qui peut caractériser le génie d'une nation. Il faut mettre le lecteur qui réfléchit à portée de juger par lui-même si ce qu'elle était à son origine annonçait ce qu'elle est devenue depuis, et si les dignes compagnons de Civilis, qui bravèrent la puissance romaine, se retrouvent dans ces républicains intrépides qui, sous les auspices de Nassau, repoussèrent la sombre et odieuse tyrannie de Philippe II.

C'est une des vérités historiques les mieux prouvées, qu'un siècle avant l'ère chrétienne les Battes, dégoutés de la Hesse, allèrent s'établir

^{1.}
Anciennes
révolutions
de la Hol-
lande.

lences, ni séduits par les caresses, ni corrompus par les profusions. La guerre, la paix, les impôts, les lois, tous les traités furent toujours l'ouvrage des trois pouvoirs réunis : du comte, des nobles et des villes. L'esprit républicain était encore l'esprit dominant de la nation, lorsque des événements extraordinaires la firent passer sous la domination de la maison de Bourgogne, qui était déjà puissante, et qui le fut encore davantage après cette réunion.

Les gens éclairés, qui calculaient les probabilités, prévoyaient que cet état, formé successivement de plusieurs autres états, serait d'un grand poids dans le système politique de l'Europe. Le génie de ses habitans, l'avantage de sa situation, ses forces réelles, tout lui présageait un agrandissement presque sûr et fort considérable. Un événement qui, quoique très-ordinaire, confond toujours l'ambition, déconcerta des projets et des espérances qui ne devaient pas tarder à se réaliser. La ligne masculine s'éteignit dans cette maison; et Marie, son unique héritière, porta, en 1477, dans la maison d'Autriche le fruit de plusieurs hasards heureux, de beaucoup d'intrigues, et de quelques injustices.

A cette époque, si célèbre dans l'histoire, chacune des dix-sept provinces des Pays-Bas avait des lois particulières, des privilèges fort étendus, un gouvernement presque isolé. Tout s'éloignait de cette unité précieuse, de laquelle dépendent

également le bonheur et la sûreté des empires et des républiques. Une longue habitude avait familiarisé les peuples avec cette espèce de chaos, et ils ne soupçonnaient pas qu'il pût y avoir d'administration plus raisonnable. Le préjugé était si ancien, si général et si affermi, que Maximilien, Philippe et Charles, ces trois premiers princes autrichiens qui jouirent de l'héritage de la maison de Bourgogne, ne crurent pas devoir entreprendre de rien innover. Ils se flattèrent que quelqu'un de leurs successeurs trouverait des circonstances favorables pour exécuter avec sûreté ce qu'ils ne pouvaient seulement tenter sans risque.

Alors se préparait en Europe une grande révolution dans les esprits. La renaissance des lettres, un commerce étendu, les inventions de l'imprimerie et de la boussole, amenaient le moment où la raison humaine devait secouer le joug d'une partie des préjugés qui avaient pris naissance dans les temps de barbarie.

Beaucoup de bons esprits étaient guéris des superstitions romaines. Ils étaient blessés de l'abus que les papes faisaient de leur autorité, des tributs qu'ils levaient sur les peuples, de la vente des expiations, et surtout de ces subtiles absurdités dont ils avaient chargé la religion simple de Jésus-Christ.

Mais ce ne furent pas ces bons esprits qui commencèrent la révolution. Un moine turbulent eut cet honneur. Son éloquence barbare souleva les

nations du nord. Quelques hommes éclairés aidèrent à détromper les autres peuples. Parmi les princes de l'Europe, les uns adoptèrent la religion des réformateurs, d'autres se tinrent unis à Rome. Les premiers entraînèrent assez aisément leurs sujets dans leurs opinions; les autres eurent de la peine à empêcher les leurs d'embrasser les opinions nouvelles. Ils employèrent plusieurs moyens, mais trop souvent ceux de la rigueur. On vit renaître l'esprit de fanatisme qui avait détruit les Saxons, les Albigeois, les Hussites. On releva les gibets, on ralluma les bûchers pour y envoyer les novateurs.

Aucun souverain ne fit plus d'usage de ces moyens que Philippe II. Son despotisme s'étendait sur toutes les branches de sa vaste monarchie; et le fanatisme y persécutait ceux auxquels on donnait les noms d'hérétiques ou d'infidèles. Les Pays-Bas furent plus particulièrement le théâtre de ces violences; et des milliers de citoyens périrent sur l'échafaud. Ces peuples se révoltèrent. On vit alors se renouveler le spectacle que les Vénitiens avaient donné au monde plusieurs siècles auparavant. Un peuple qui fuyait la tyrannie, et qui ne trouvait plus d'asile sur la terre, alla le chercher sur les eaux. Sept petites provinces au nord du Brabant et de la Flandre, inondées plutôt qu'arrosées par de grandes rivières, souvent submergées par la mer, qu'on contenait avec peine avec des digues, n'ayant pour richesses que le

produit de quelques pâturages et une pêche médiocre, fondèrent une des plus riches, des plus puissantes républiques du monde, et le modèle peut-être des états commerçans. Les premiers efforts de leur union ne furent point heureux. Mais si les Hollandais commencèrent par des défaites, ils finirent par des victoires. Les troupes espagnoles qu'ils avaient à combattre étaient les meilleures de l'Europe: elles eurent d'abord des avantages. Peu à peu les nouveaux républicains les leur firent perdre. Ils résistèrent avec constance; ils s'instruisirent par leurs fautes mêmes, par l'exemple de leur ennemi, et ils le surpassèrent enfin dans la science de la guerre. La nécessité de disputer pied à pied le terrain étroit de la Hollande fit perfectionner l'art de fortifier les pays et les villes.

La Hollande, cet état si faible dans sa naissance, chercha des armes et de l'appui partout où elle put en espérer. Elle donna des asiles aux pirates de toutes les nations, dans le dessein de s'en servir contre les Espagnols; et ce fut là le fondement de sa puissance maritime. Des lois sages, un ordre admirable, une constitution qui conservait l'égalité parmi les hommes, une excellente police, la tolérance, firent bientôt de cette république un état puissant. En 1590, elle avait humilié plus d'une fois la marine espagnole. Elle avait déjà du commerce et celui qui convenait le mieux à sa situation. Ses vaisseaux faisaient

alors ce qu'ils font encore aujourd'hui : ils se chargeaient des marchandises d'une nation pour les porter à l'autre. Les villes anséatiques et quelques villes d'Italie étaient en possession de ces transports : les Hollandais, en concurrence avec elles, eurent bientôt l'avantage ; ils le dûrent à leur frugalité. Leurs flottes militaires protégeaient leurs flottes marchandes. Leurs négocians prirent de l'ambition et aspirèrent à étendre de plus en plus leur commerce. Ils s'étaient emparés de celui de Lisbonne, où ils achetaient les marchandises des Indes pour les revendre dans toute l'Europe.

Philippe II, devenu le maître du Portugal, défendit, en 1594, à ses nouveaux sujets toute relation avec ses ennemis. Ce despote ne prévoyait pas qu'une interdiction qu'il croyait devoir affaiblir les Hollandais les rendrait en effet plus redoutables. Si ces sages navigateurs n'avaient pas été exclus d'un port d'où dépendait tout le succès de leurs opérations navales, on peut penser que, contents de couvrir de leurs vaisseaux les mers d'Europe, ils n'auraient pas songé à porter leur pavillon dans des mers plus éloignées. L'impossibilité de maintenir leur commerce sans les productions de l'Orient les força à sortir d'une sphère peut-être trop étroite pour la situation où ils se trouvaient. On résolut d'aller puiser ces richesses à leur source.

III.
Premiers
voyages des

Il semble que le meilleur moyen était d'équiper des vaisseaux et de les envoyer aux Indes : mais

on n'avait ni pilotes qui connussent les mers d'Asie, ^{Hollandais aux Indes.} ni facteurs qui en entendissent le commerce. On craignit les dangers d'une longue navigation sur des côtes dont l'ennemi était le maître ; on craignit de voir les vaisseaux interceptés dans une route de six mille lieues. Il parut plus raisonnable de travailler à découvrir un passage à la Chine et au Japon par les mers du nord. La route devait être plus courte et plus sûre. Les Anglais avaient fait cette tentative sans succès ; les Hollandais la renouvelèrent, et ne furent pas plus heureux.

Pendant qu'ils étaient occupés de cette recherche, Corneille Houtman, marchand de leur nation, homme de tête et d'un génie hardi, arrêté pour ses dettes à Lisbonne, fit dire aux négocians d'Amsterdam que, s'ils voulaient le tirer de prison, il leur communiquerait un grand nombre de découvertes qu'il avait faites, et qui pouvaient leur être utiles. Il s'était en effet instruit, dans le plus grand détail, et de la route qui menait aux Indes, et de la manière dont s'y faisait le commerce. On accepta ses propositions ; on paya ses dettes. Les lumières étaient telles qu'il les avait promises. Ses libérateurs, qu'il éclaira, formèrent une association sous le nom de compagnie des pays lointains, et lui confièrent, en 1595, quatre vaisseaux pour les conduire aux Indes par le Cap de Bonne-Espérance.

Le principal objet de ce voyage était d'étudier

dans l'île que forment le Waal et le Rhin, sur un terrain marécageux, qui n'avait point ou qui n'avait que peu d'habitans. Ils donnèrent à leur nouvelle patrie le nom de Batavie. Leur gouvernement fut un mélange de monarchie, d'aristocratie, de démocratie. On y voyait un chef qui n'était proprement que le premier des citoyens, et qui donnait moins des ordres que des conseils. Les grands, qui jugeaient les procès de leur district et commandaient les troupes, étaient choisis comme les rois dans les assemblées générales. Cent personnes, prises dans la multitude, servaient de surveillant à chaque comte, et de chefs aux différens hameaux. La nation entière était en quelque sorte une armée toujours sur pied. Chaque famille y composait un corps de milice qui servait sous le capitaine qu'elle se donnait.

Telle était la situation de la Batavie lorsque César passa les Alpes. Ce général romain battit les Helvétiens, plusieurs peuples des Gaules, les Belges, les Germains, qui avaient passé le Rhin, et poussa ses conquêtes au-delà du fleuve. Cette expédition, dont l'audace et le succès tenaient du prodige, fit rechercher la protection du vainqueur.

Des écrivains, trop passionnés pour leur patrie, assurent que les Bataves firent alors alliance avec Rome; mais ils se soumirent en effet à condition qu'ils se gouverneraient eux-mêmes, qu'ils ne paieraient aucun tribut, et qu'ils seraient assujettis seulement au service militaire.

César ne tarda pas à distinguer les Bataves des peuples vaincus et soumis aux Romains. Quand ce conquérant des Gaules, rappelé à Rome par le crédit de Pompée, eut refusé d'obéir au sénat; quand, assuré de l'empire absolu que le temps et son caractère lui avaient donné sur les légions et les auxiliaires, il attaqua ses ennemis en Espagne, en Italie, en Asie, ce fut alors que, reconnaissant les Bataves pour les plus sûrs instrumens de ses victoires, il leur accorda le titre glorieux d'*amis et de frères du peuple romain*.

Révoltés dans la suite des injustices de quelques gouverneurs, ils suivirent cet instinct courageux et digne de l'homme qui cherche dans les armes la vengeance d'un affront. Ils se montrèrent ennemis aussi redoutables qu'alliés fidèles; mais ces troubles s'apaisèrent, et les Bataves furent calmés plutôt que vaincus.

Dès que Rome, parvenue à un point de grandeur que nul état n'avait encore atteint, où nul état n'est arrivé depuis, se fut relâchée des vertus mâles et des principes austères qui avaient posé les fondemens de son élévation; lorsque ses lois eurent perdu leur force, ses armées leur discipline, ses citoyens leur amour pour la patrie, les barbares, que la terreur du nom romain avait poussés vers le nord, et que la violence y avait contenus, se débordèrent vers le midi. L'empire s'éroula de tous côtés, et ses plus belles provinces devinrent la proie des nations qu'il n'avait

jamais cessé d'avilir ou d'opprimer. Les Francs, en particulier, lui arrachèrent les Gaules; et la Batavie fit partie du vaste et brillant royaume que ces conquérans fondèrent dans le cinquième siècle.

La nouvelle monarchie éprouva les inconvéniens presque inséparables des états naissans, et trop ordinaires encore dans les gouvernemens les plus affermis. Tantôt elle obéit à un seul prince, et tantôt elle gémit sous le caprice de plusieurs tyrans. Elle fut toujours occupée de guerres étrangères, ou en proie à la fureur des dissensions domestiques. Quelquefois elle porta la terreur chez ses voisins; et plus souvent des peuples venus du nord portèrent le ravage dans ses provinces. Elle eut également à souffrir et de l'imbécillité de plusieurs de ses rois, et de l'ambition déréglée de leurs favoris et de leurs ministres. Des pontifes orgueilleux sapèrent les fondemens du trône, et avilirent par leur audace les lois et la religion. L'anarchie et le despotisme se succédèrent avec une rapidité qui ôtait aux plus confians jusqu'à l'espoir d'un avenir supportable. L'époque brillante du règne de Charlemagne ne fut qu'un éclair. Comme ce qu'il avait fait de grand était l'ouvrage de son talent, et que les bonnes institutions n'y avaient point de part, les affaires retombèrent, après sa mort, dans le chaos d'où elles étaient sorties sous Pépin, son père, et plus encore sous lui-même. L'empire français, dont il avait trop

étendu les limites, fut divisé. Celui de ses petits-fils dont la Germanie fut le partage obtint encore la Batavie, à laquelle les Normands, dans leurs excursions, avaient donné depuis peu le nom de Hollande.

La branche germanique des Carlovingiens finit au commencement du dixième siècle. Comme les autres princes français n'avaient ni le courage ni les forces nécessaires pour faire valoir leurs droits, les Germains brisèrent aisément un joug étranger. Ceux de la nation qui, sous l'autorité du monarque, régissaient les cinq cercles dont l'état était composé, choisirent un d'entre eux pour chef. Il se contenta de la foi et de l'hommage de ces hommes puissans, que des devoirs plus gênans auraient pu pousser à une indépendance entière. Leurs obligations se réduisirent au service féodal.

Les comtes de Hollande, qui, comme les autres gouverneurs de province, n'avaient exercé jusqu'alors qu'une juridiction précaire et dépendante, acquirent à cette époque mémorable les mêmes droits que tous les grands vassaux d'Allemagne. Ils augmentèrent dans la suite leurs possessions par les armes, par les mariages, par les concessions des empereurs, et réussirent, avec le temps, à se rendre tout-à-fait indépendans de l'empire. Les entreprises injustes qu'ils formèrent contre la liberté publique n'eurent pas le même succès. Leurs sujets ne furent ni intimidés par les vio-